



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-treizième session

Point 117 f) de l'ordre du jour

### Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations

## Nomination de membres du Corps commun d'inspection

### Note de la Présidente de l'Assemblée générale

1. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général en date du 5 novembre 2018 ([A/73/479](#) et [A/73/479/Corr.1](#)), l'Assemblée générale est tenue, à sa session en cours, de nommer un membre du Corps commun d'inspection afin de pourvoir le siège qui deviendra vacant le 31 décembre 2019, date d'expiration du mandat de Keiko Kamioka.
2. Conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et aux dispositions de la résolution [61/238](#) de l'Assemblée générale, la Présidente de l'Assemblée générale, après avoir tenu les consultations nécessaires au sujet de la candidature présentée par les États d'Asie et du Pacifique, a prié le Japon de proposer un(e) candidat(e) (voir annexe I).
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution [59/267](#) de l'Assemblée générale, il importe que le (la) candidat(e) ait de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes, et qu'ils connaissent le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.
4. La Présidente de l'Assemblée générale a tenu les consultations prévues au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec la Présidente du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses qu'elle a reçues de la Présidente du Conseil et du Secrétaire général aux lettres identiques qu'elle leur avait adressées le 20 novembre 2018 sont jointes en annexe à la présente note (voir annexes II et III).
5. Ayant mené à bien les consultations prescrites, la Présidente de l'Assemblée générale a l'honneur de proposer à l'Assemblée la candidature de M<sup>me</sup> Kamioka pour un nouveau mandat de cinq ans au Corps commun d'inspection, débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et venant à échéance le 31 décembre 2024.



## **Annexe I**

### **Note verbale datée du 18 janvier 2018, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation**

La Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement japonais a décidé de présenter la candidature de Keiko Kamioka à sa réélection au Corps commun d'inspection, pour la période 2020-2024, lors des élections qui se tiendront à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale. Le curriculum vitae de M<sup>me</sup> Kamioka est joint à la présente note verbale (voir pièce jointe).

La Mission permanente du Japon saurait gré au Secrétariat de bien vouloir faire le nécessaire pour donner suite à la candidature de M<sup>me</sup> Kamioka à un poste de membre du Corps commun d'inspection.

## Pièce jointe

### Curriculum vitae\*

#### Keiko Kamioka (Japon)

Date de naissance : 11 novembre 1953

Sexe : féminin

#### Expérience professionnelle

##### Corps commun d'inspection

2018 Inspectrice

##### Organisation internationale du Travail

2012-2015 Directrice du Bureau de l'OIT pour le Japon

2011-2012 Directrice adjointe régionale pour la gestion et l'administration du Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique

2007-2010 Cheffe auditrice interne du Bureau de l'audit interne et du contrôle

2001-2007 Cheffe du Service de la trésorerie et de la comptabilité du Département des services financiers

1998-2000 Cheffe de la Section de la comptabilité du Département des services financiers

Autres instances dans le cadre desquelles elle a exercé des fonctions de gestion : Comité des rapports, Comité de la comptabilité, Comité des contrats, Groupe d'examen indépendant sur les classements de poste, Comité de gestion de la CAPS (Vice-Présidente), Groupe de travail sur les Normes comptables du système des Nations Unies (représentante de l'OIT)

##### Programme des Nations Unies pour le développement

1997-1998 Conseillère financière en chef au Département financier

1995-1997 Cheffe du Groupe de l'appui au Siège et de l'information financière de la Section de la comptabilité

1993-1995 Cheffe de la Section des voyages de la Division des services d'administration et de gestion

1989-1993 Comptable chargée des voyages à la Section des voyages

Autres instances dans le cadre desquelles elle a exercé des fonctions de gestion : Organe subsidiaire des nominations et des promotions du PNUD et du FNUAP, Comité des marchés du Siège, Groupe de travail sur la gestion du personnel établi à la demande de l'Administrateur du PNUD

---

\* La version originale des curriculum vitae n'a pas été revue par les services d'édition.

**Avant le système des Nations Unies**

1986-1989 Auditrice hors classe au bureau de New York de KPMG Peat Marwick Main & Co.

1975-1981 Responsable du département des prêts à l'agence de Tokyo de Lloyds Bank International Ltd.

1974-1975 Fonctionnaire d'administration au Département international de l'Union of Japanese Scientists and Engineers à Tokyo

**Formation**

1982-1984 Bachelor scientifique en comptabilité, University of North Carolina, Charlotte (États-Unis d'Amérique)

1971-1973 Grade d'associé en administration des entreprises, Tsuda School of Business, Tokyo

**Qualifications professionnelles**

Experte-comptable agréée dans l'État de Californie (inactive)

**Connaissances linguistiques**

Langue maternelle : japonais

Autres : anglais et français

**Annexe II****Lettre datée du 4 décembre 2018, adressée à la Présidente de l'Assemblée générale par la Présidente du Conseil économique et social**

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre datée du 20 novembre 2018 concernant les consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux en vue de la nomination d'un(e) candidat(e) pour pourvoir un siège du Corps commun d'inspection qui deviendra vacant le 31 décembre 2019.

En ma qualité de Présidente du Conseil économique et social, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et en application de la résolution 69/238 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2006, j'ai examiné les qualifications de la candidate proposée et j'ai le plaisir de vous faire savoir que j'approuve sans réserve la nomination de Keiko Kamioka.

La Présidente du Conseil économique et social  
(*Signé*) Inga Rhonda **King**

### **Annexe III**

#### **Lettre datée du 30 novembre 2018, adressée à la Présidente de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination**

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 20 novembre 2018 concernant la proposition de nomination d'un membre du Corps commun d'inspection en vue de pourvoir un siège qui sera vacant à compter du 31 décembre 2019.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et à la suite de consultations avec les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous faire savoir que je soutiens, en ma qualité de Président du Conseil, le renouvellement de la nomination de Keiko Kamioka (Japon).

*(Signé)* António **Guterres**

---